

# Privatiser la poste ?

## Faut vraiment être timbré !

En catimini, le gouvernement prépare la privatisation de La Poste. Alors qu'aux Etats-Unis, Bush est contraint de nationaliser in extremis des établissements financiers en faillite, Sarkozy veut faire cadeau aux actionnaires d'une entreprise publique utile qui marche. Nationaliser les pertes, privatiser les bénéfiques. On croit rêver ! La riposte s'organise, le PCF en est !

### La Privatisation de la Poste : c'est NON

A l'horizon 2010, Nicolas Sarkozy envisage de transformer La Poste en société anonyme, de l'introduire en Bourse, de la vendre aux capitaux privés. Pour le gouvernement, cette privatisation est un prélude à l'ouverture du marché du courrier en 2011, recommandée par les directives européennes. Derrière les mots, le projet est connu : réduction du nombre de bureaux et des horaires d'ouverture, mise en cause de la péréquation et de l'égalité tarifaire, des personnels et de leur statut, augmentation du prix du timbre, abandon des missions de service public de La Banque Postale, pour drainer l'épargne populaire vers la spéculation et livrer le service public de la communication au marché et à la spéculation.

### La Poste, les communications : un bien commun

La communication, l'échange postal entre personnes ne sont pas des marchandises mais un droit inaliénable pour chaque personne et pour l'intérêt général. Dans les quartiers populaires, les zones rurales, partout, La Poste est un lien. Elle est utile au développement économique, notamment pour les petites entreprises les commerçants et les artisans. Les Françaises et les Français y sont attachés. Au lieu de discréditer La Poste depuis des années et de la priver des moyens d'assurer ses missions, on devrait s'attacher à répondre

aux attentes des usagers. Les communistes portent des propositions pour qu'elle s'améliore et devienne un modèle de gestion moderne pour l'efficacité sociale, la coopération, la démocratie, le financement de l'économie et pour l'Europe postale (<http://www.pcf.fr/spip.php?article287>). Mais pour moderniser, il faut avoir encore une Poste. Alors réunissons-nous largement et mobilisons-nous contre la menace de privatisation.

### Ensemble, rassemblés, pour faire reculer le gouvernement

Cinq syndicats de La Poste (CGT, Sud, CFDT, FO et la CFTC), représentant 95% du personnel ont appelé à la grève le 23 septembre. De nombreuses organisations comprenant ses syndicats, les partis de gauche, le Collectif de défense des Services publics, des élus, de nombreuses associations regroupant des usagers lancent un appel pour un référendum permettant d'empêcher cette privatisation. La mobilisation est forte alors que le projet n'a pas encore été publié.

**Ensemble, dans nos villes, nos quartiers, nos villages nos entreprises menons un grand débat national pour faire reculer le gouvernement sur la privatisation, pour élaborer un service public de la communication.**

Francis Wurtz, député européen communiste, président au parlement du groupe de la Gauche Unie Européenne :

« Dans les pays où les services postaux sont déjà libéralisés, le service public s'est profondément dégradé quand il ne s'est pas effondré. En Suède, sur 2200 bureaux 1800 ont disparu tandis que le prix du timbre a explosé. Je serai, dans la rue et au Parlement européen, avec les citoyens, les salariés pour empêcher ce mauvais coup et promouvoir le service postal en Europe. »

La dignité et l'efficacité économique et sociale, c'est aussi :

**AUGMENTER LES SALAIRES**

**Sam. 27 sept. 2008**

**Du MEDEF à l'Elysée**

# Marchons

**Rdv 15h00 M° Ecole Militaire (Paris)**

**PCF**  
Parti communiste français

# Appel commun à la mobilisation :

contre la privatisation de La Poste,  
pour un débat public et un référendum sur le service public postal.

Les organisations syndicales, politiques et associatives signataires affirment que le service public postal appartient à tous les citoyens, c'est pourquoi elles demandent l'organisation d'un vrai débat public permettant l'implication des citoyens. Ils doivent pouvoir décider de l'avenir de La Poste par un référendum.

Sacrifiant l'intérêt général à l'aventure spéculative, le Gouvernement soutient le projet, annoncé brutalement début juillet, de transformation de La Poste en société anonyme et d'ouverture de son capital.

Quand on regarde ce qui s'est déjà passé en France, notamment avec France Télécom, EDF et GDF, ainsi qu'à l'étranger, cela s'appelle une privatisation. Nous la refusons !

Il s'agit d'une offensive sans précédent contre « le noyau dur du service public ». C'est une attaque contre un symbole cher à l'ensemble de la population. C'est une attaque contre une réalité vécue, celle d'un service ouvert à tous, efficace, garant de proximité et jouant un rôle social essentiel. Que deviendraient les plus fragiles ou les plus isolés de nos concitoyens en cas de banalisation de La Banque Postale, de réduction de tournées de facteurs, de fermeture massive de bureaux de poste ?

L'ensemble des organisations syndicales, politiques et associatives signataires :

■ entendent s'opposer résolument à la privatisation de La Poste. La mobilisation de toutes et de tous doit contraindre le Gouvernement à y renoncer.

■ exigent que le service public soit maintenu, modernisé et rénové afin de répondre aux besoins de la population sur l'ensemble du territoire.

La Poste ne doit pas être une entreprise comme les autres. Sa vocation première, sa raison d'être c'est le service public. La Poste est un « service public national » qui est « la propriété de la collectivité », selon le préambule de la Constitution. Ce même texte définit l'égalité des droits et des devoirs, sans distinction d'origine ni de religion. Pour tous et partout, le droit à la communication, le droit à l'adresse, le droit au compte et l'accessibilité bancaire doivent figurer au premier rang des missions de La Poste.

Il est impensable que l'on puisse décider de son avenir, de la transformer radicalement sans consulter ses véritables propriétaires, les citoyens !

Sur ce sujet vital, la réflexion et la décision ne peuvent être réservées à tel ou tel cercle, aussi avisé qu'il se prétende. Il est légitime que la population, élargissant ainsi les nécessaires mobilisations des postières et des postiers, puisse débattre large-

ment et s'exprimer directement. Si la démocratie c'est la liberté de choisir, encore faut-il que le choix soit possible. Il est juste que les citoyens, propriétaires et usagers de La Poste, les élus locaux et le monde associatif et bien sûr les postières et les postiers et leurs syndicats puissent défendre leur conception du service public. Ils sont, au-delà de la critique, à même de proposer une voie alternative à celle qu'on cherche à leur imposer au nom d'une prétendue fatalité.

D'autant que, partout en Europe et dans le monde, les privatisations postales ont engendré baisse de qualité de service, augmentation des tarifs et destructions d'emplois.

L'article 11 de la Constitution révisée ouvre le droit d'initiative citoyenne. Les citoyens doivent pouvoir décider de l'avenir de La Poste par référendum.

C'est pourquoi nous créons le Comité national de mobilisation contre la privatisation de La Poste, pour l'ouverture d'un débat public et un référendum sur le service public postal. Ce Comité est constitué des représentants des organisations syndicales, politiques et associatives déjà signataires et à venir. Il appelle à créer dans tout le pays des comités locaux, ayant pour but de rassembler toutes celles et tous ceux qui souhaitent atteindre ces objectifs. ■

## Premiers signataires :

L'ANECR, le MPEP, AFOC, AITEC - IPAM (Initiative pour un autre monde) / Alternative Libertaire / ATTAC / CFTC / Confédération CGT / CGT FATP / CNCU / Comité de Défense des Services Publics 75 / Convergence pour les Services Publics / Coordination des Collectifs Unitaires Anti Libéraux / Droit Au Logement / FO / Fondation Copernic / FSU / LCR / le MJC / Les VERTS / Marches Européennes / MARS Gauche Républicaine / Mouvement des Jeunes Socialistes / Mouvement Pour l'Education Populaire / MRC / PCF / PS / Résistances sociales / SOLIDAIRES / SUD PTT / UFAL...